



HAL
open science

Un “ intellectuel consacré ” dans l’espace politique : le cas d’Anthony Giddens

Jérôme Tournadre

► **To cite this version:**

Jérôme Tournadre. Un “ intellectuel consacré ” dans l’espace politique : le cas d’Anthony Giddens. *Socio-logos*, 2008, 3. halshs-02184526

HAL Id: halshs-02184526

<https://shs.hal.science/halshs-02184526>

Submitted on 16 Jul 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Un « intellectuel consacré » dans l'espace politique : le cas d'Anthony Giddens

Jérôme Tournadre-Plancq

La mise en forme, à partir du milieu des années 1990, du projet politique du *New Labour* a emporté certaines recompositions au sein du marché britannique des idées. Volontiers campés en simples pragmatiques par leurs opposants, les membres de la « nébuleuse modernisatrice » travailliste ont en effet compris que le « succès » du thatchérisme s'était pour partie construit sur une hégémonie culturelle longuement travaillée par un efficace système d'action. Les « modernisateurs » autoproclamés de la gauche ont dès lors considéré que toute prétention à gouverner ne pouvait se satisfaire d'un simple ajustement de l'offre politique à la demande. Elle impliquait avant tout de remporter la « bataille des idées », afin de pouvoir fixer les termes du débat public en y imposant ses croyances et ses valeurs. Cette ambition s'est incarnée dans la constitution d'un espace de théorisation de la troisième voie¹ - le projet politique néo-travailliste -, vers lequel ont convergé divers entrepreneurs d'idées, de l'universitaire d'Oxford au *think tank* « progressiste » en passant par l'« expert ».

•

Des différents individus et institutions ainsi mobilisés autour de la « refondation » doctrinale de la gauche britannique, Anthony Giddens est sans conteste celui qui, dès la seconde moitié des années 1990, a bénéficié de la plus forte visibilité. Cette dernière a alimenté et s'est nourrie de l'association très forte que certains observateurs du champ politique ont établi entre le sociologue et Tony Blair. Titulaire de la première chaire de sociologie de Cambridge puis directeur de la *London School of Economics*, traduit dans plus d'une vingtaine de langues, Anthony Giddens disposait, à l'orée des années 1990, de tous les attributs de l'universitaire consacré. Son profil le tenait donc à distance de la figure de l'« hérétique »², souvent observée au sein des cercles intellectuels thatchériens au cours de la décennie précédente.

•

L'enjeu n'est pas ici de reconstituer la trajectoire d'Anthony Giddens pour mieux mesurer - ou vérifier - l'influence des écrits du sociologue sur le discours et les politiques des gouvernements Blair. Il ne s'agira que de chercher à comprendre par quel processus un universitaire jouissant d'un prestige académique avéré acquiert, à partir du début des années 1990, un réel ancrage au sein du débat public et se mue alors progressivement en véritable « entrepreneur de cause ». Par ailleurs, le statut auquel peut désormais prétendre Giddens - celui de *public intellectual* ou « intellectuel de médias »³ - n'est pas propre au marché britannique des idées, mais s'inscrit néanmoins dans un contexte ayant connu des évolutions pour le moins singulières au cours des années 1980. Les « années Thatcher » ont en effet vu les *think tanks* exercer une quasi-dominance sur cet espace, en imposant notamment leurs normes d'intervention - centrées sur des points précis et techniques d'expertise - comme seules efficaces aux yeux des principaux agents de l'espace politique. Cette reconfiguration du marché des idées a semblé relativiser le poids des « intellectuels » dans l'animation de la « vie des idées », et peut dès lors justifier de se pencher sur le cas de celui qui s'est, malgré tout, affirmé comme l'un de ses principaux acteurs ces dix dernières années.

1. Anthony Giddens et l'espace académique britannique

1. 1. Genèse d'une vocation

Dans un entretien accordé en 1998 à Christopher Pierson, Anthony Giddens, alors directeur de la prestigieuse *London School of Economics and political Science* (LSE), avouait avoir éprouvé, tout au long de son adolescence, un fort désir d'échapper à ses origines⁴. Il naît en 1938, à Edmonton, ville « défavorisée et quelconque » du Nord de Londres⁵. Son père, employé de la société des transports londoniens, et sa mère, femme au foyer, n'ont, de son propre aveu, que peu de goût pour la culture. Il grandit donc dans un environnement où les livres sont pratiquement absents et où la décision de poursuivre des études supérieures ne suscite aucun encouragement familial particulier⁶. Au terme d'études générales qu'il qualifie lui-même de médiocres, et marquées par une opposition aux « valeurs orthodoxes de l'école »⁷, Anthony Giddens entreprend, vraisemblablement sans motivation excessive, de poursuivre ses études à l'Université de Hull. Le département de philosophie de cette dernière ne pouvant l'accueillir pour des raisons d'effectifs, il suit les cours du sociologue Peter Worsley, enseignant charismatique dont l'engagement socialiste influença nombre d'étudiants. Encouragé par ce même Worsley, Anthony Giddens décide, en 1961, de rejoindre les rangs de la *London School of Economic*, afin d'y entreprendre, sous la direction de David Lockwood et Asher Tropp, la rédaction d'une thèse sur le sport dans la société anglaise contemporaine. Ce sujet en marge des canons de la recherche doctorale des années 1960, suscite l'incrédulité d'un Lockwood ayant un moment espéré que l'aspirant chercheur se consacrerait à une étude des classes moyennes.

•

Peu enclin à entamer une carrière universitaire à l'issue de son doctorat, Anthony Giddens suit pourtant les conseils d'Asher Tropp, et obtient un poste d'enseignant à l'Université de Leicester. Durant trois ans, Anthony Giddens a en charge des enseignements théoriques et des cours relatifs au développement de la société industrielle. Il assure également le cours de troisième année de psychologie sociale des institutions, essayant à cette occasion de rompre avec le style « orthodoxe » de la psychologie sociale nord-américaine⁸. Jouissant évidemment d'un prestige moindre que celles de Londres, Cambridge ou Oxford, l'Université de Leicester - dont le département de Sociologie compte dans ses rangs Ilya Neustadt et Norbert Elias - se révèle être, durant les années 1960 et 1970, la principale « pépinière » de la sociologie britannique⁹.

1. 2. Construction d'une légitimité académique

Lecturer à l'Université de Californie (UCLA) entre 1967 et 1968, après avoir enseigné un an à l'Université Simon Fraser de Vancouver, Anthony Giddens est témoin de la « radicalisation » politique des campus états-uniens. S'il s'avoue impressionné par ce phénomène, il entreprend pourtant, en réaction au développement des études sociologiques qui lui sont consacrées, d'orienter ses recherches vers une nouvelle interprétation de la pensée sociologique classique, et s'engage notamment dans la relecture des écrits de Karl Marx, Max Weber, Emile Durkheim et Georg Simmel. La parution en 1971 de l'ouvrage *Capitalism and modern social theory*, celles, en 1972, d'études consacrées à Max Weber et Emile Durkheim,

puis sa critique du matérialisme historique de Karl Marx (*A contemporary critic of historical materialism*), consacrent Anthony Giddens comme le principal spécialiste britannique des théories sociologiques classiques¹⁰. En dépit du fort courant empiriste régnant alors sur la sociologie britannique, ses travaux attirent progressivement de jeunes chercheurs vers ce pôle de la recherche jusqu'alors délaissé par les sciences sociales anglo-saxonnes.

•

La parution en 1976 de *New Rules of sociological method* confirme l'importance croissante d'Anthony Giddens au sein de l'espace académique britannique. Si l'intérêt suscité par les précédents travaux d'Anthony Giddens se justifiait par la singularité de leur objet d'étude, celui de *New Rules of sociological method* l'est, semble-t-il, en grande partie par le statut progressivement acquis par le sociologue¹¹. La réception de l'ouvrage par la communauté scientifique nord-américaine, condition nécessaire à toute revendication durable d'influence et d'autorité au sein du monde universitaire britannique, renforce ce statut. Il en va de même de sa présence, à partir de 1979, au sein du comité de rédaction de la revue interdisciplinaire *Theory and Society*.

•

Alors que la sociologie connaît en Grande-Bretagne une remise en cause à partir des années 1970, Anthony Giddens enrichit ses travaux en empruntant certaines notions à la psychologie, l'anthropologie, l'histoire et la géographie. Cette diversité de connaissances lui permet, grâce à la création ou à l'actualisation de certains concepts (la « distanciation », le rapport espace-temps, la « régionalisation », etc.), d'élaborer sa « Théorie de la structuration », et de prétendre ainsi à une refondation de la théorie sociale alors sous la domination de l'école fonctionnaliste. Cette étape dans la production intellectuelle d'Anthony Giddens confère une nouvelle dimension à sa légitimité scientifique. Ses travaux sont en effet progressivement adaptés aux exigences de leurs matières respectives par des chercheurs en histoire, en théologie et en gestion. De même, si la force d'une idée se mesure à l'intérêt qu'elle suscite, voire à l'opposition qu'elle rencontre, la Théorie de la structuration peut être considérée comme une contribution importante à la Sociologie. Nombre d'articles et d'ouvrages lui sont en effet consacrés à la fin des années 1980 et au début des années 1990, une majorité d'entre eux lui reprochant cependant de ne pas suffisamment mettre en relation les aspects théoriques et la recherche empirique. Ce type de critique reflète d'ailleurs la teneur générale des remarques adressées au travail de Giddens. Bien qu'il reconnaisse au sociologue son statut de « principal interprète de la théorie sociale moderne »¹², Ian Craib regrette toutefois sa trop grande propension à préférer « les affirmations aux argumentations »¹³. Il présente également Giddens comme « une abeille volant de théorie en théorie »¹⁴ ; ce que semble confirmer Stjepan Mestrovic, enseignant à l'Université A&M du Texas, lorsqu'il évoque le manque de clarté, voire le caractère évasif, de certains développements théoriques¹⁵. Plus grave, certains de ses pairs accusent Anthony Giddens d'avoir bâti sa carrière scientifique sur un travail continu de synthèse des connaissances issues des études d'autres chercheurs en sciences sociales¹⁶. De telles controverses ne contrarient cependant pas le succès croissant de ses ouvrages. Son manuel de sociologie se vend ainsi à plus de 170 000 exemplaires durant les trois années qui suivent sa parution en 1992¹⁷. Cet ouvrage, dans lequel la Théorie de la structuration occupe une place importante, assure, selon Stewart Clegg, l'enrôlement d'une « légion de jeunes chercheurs et enseignants » vers le mode d'analyse *giddensien*¹⁸. La publication d'une édition spéciale destinée au marché nord-américain permet dès lors d'envisager le statut de Giddens, sinon comme celui d'une « star de la Sociologie »¹⁹, tout au

moins comme révélateur du magistère qu'il exerce sur les sciences sociales anglo-saxonnes²⁰. C'est ce que tend d'ailleurs à confirmer la publication, en 1998, de *Conversations with Anthony Giddens*, série d'entretiens recueillis par l'universitaire Christopher Pierson²¹. Parfois « tactique » et « promotionnel »²², ce type d'exercice, au cours duquel un universitaire influent revient sur ses parcours académique et scientifique, tend en effet à en consacrer l'autorité au sein de sa discipline.

1. 3. L'acquisition de positions d'autorité

C'est à Cambridge qu'Anthony Giddens assoit son autorité institutionnelle. *Lecturer* à partir de 1969, il est élu à la chaire de sociologie en 1985. Cette consécration, dont Giddens reconnaît tirer une influence conséquente au sein de l'université²³, lui permet de créer et de devenir le doyen de la première faculté de sociologie de Cambridge en 1987. L'événement est d'autant plus significatif qu'il s'agit de la première création d'une faculté dans cette université depuis la seconde guerre mondiale. À cela s'ajoute également le fait, aux dires de Giddens, que la sociologie a longtemps été considérée comme « dangereuse » par l'administration de cette institution. Pour autant, l'élection fait suite à neuf candidatures infructueuses en seize années ; neuf échecs que le sociologue interprète *a posteriori* comme la preuve d'un défaut de « socialisation » à une institution dont les corps enseignant et étudiant sont principalement issus de l'élite sociale britannique²⁴. On le verra, cet « aveu » s'inscrit plus généralement dans une « présentation de soi » à laquelle recourt régulièrement Anthony Giddens, et consistant à revendiquer un certain décalage avec les normes dominantes des différents espaces sociaux dans lesquels il est amené à évoluer²⁵.

•

Parallèlement à l'accession à des postes générateurs d'autorité et de prestige académique, Anthony Giddens conforte sa position au sein du pôle scientifique de l'espace universitaire. Il coordonne l'élaboration de plus d'une dizaine d'ouvrages universitaires chez Macmillan entre 1978 et 1984, et dirige la prestigieuse collection *Sociological Series* chez Hutchinson. Il fonde en 1984, avec les universitaires David Held et John Thompson, les éditions Polity Press. Bénéficiant du soutien logistique des éditions Blackwell, l'ambition des trois sociologues est alors de jouer le rôle de passeurs entre la recherche anglo-saxonne en sciences sociales et son pendant continental. Polity Press s'affirme en effet rapidement comme l'éditeur de référence en matière de sciences sociales, accueillant un grand nombre d'universitaires anglo-saxons consacrés (Julian Le Grand, Alex Callinicos, Brian Barry, Mary Kaldor, etc.), et assurant l'essentiel des traductions de sociologues et philosophes continentaux (les Allemands Jürgen Habermas et Ulrich Beck, l'Italien Norberto Bobbio, les Français Pierre Bourdieu, Claude Lefort et Alain Touraine, le Polonais Zygmunt Bauman, etc.). La maison d'édition s'inscrit également, à partir du début des années 1990, dans le débat qui prend alors forme autour de la « rénovation de la gauche ». Y sont ainsi publiés quelques-uns des entrepreneurs d'idées mobilisés autour de la réflexion sur le « néo-progressisme » et la « troisième voie »²⁶, mais également leurs principaux contradicteurs²⁷.

2. De l'universitaire « consacré » au *public intellectual*

2. 1. S'ériger en expert au sein de l'espace public

La sociologie est, selon Anthony Giddens, la science de la modernité, et peut, de ce fait, s'immiscer dans la vie de chacun. Tout sociologue professionnel, censé détenir un savoir expert sur la vie sociale, s'exposerait donc le plus souvent à la concurrence des « praticiens profanes éclairés de la discipline » que sont les journalistes²⁸. Anthony Giddens ne s'offusque pas de cette contestation d'un savoir dont il estime qu'il a vocation à sortir du carcan universitaire et à se diffuser au sein de l'espace public. Estimant vain de vouloir maintenir la science en vase clos, il confiait, en 1998, son désir d'élargir son lectorat au-delà des cercles universitaires²⁹. Ses interventions, depuis le début des années 1990, dans l'hebdomadaire de « centre-gauche » *The New Statesman & Society* confirment cette orientation, et ne manquent d'ailleurs pas de susciter des critiques parmi ses pairs³⁰. Ce début d'inscription dans le champ médiatique permet à Anthony Giddens d'exposer en quelques pages, dès 1993, les conclusions de ses récents travaux sur la modernité et, par là même, de jeter les bases théoriques de *Beyond left and right*³¹. Un an plus tard, parallèlement à la sortie de cet ouvrage, Anthony Giddens signe une série de trois articles dans la partie *Ideas* du magazine. Il y invite le Parti travailliste à « revitaliser le débat politique » en prenant acte de la nouvelle configuration des sociétés modernes³².

Le New Statesman

Hebdomadaire classé « à gauche », sensible à la « vie des idées », le *New Statesman* est un lieu d'accueil privilégié de la mise en forme du débat politico-intellectuel. C'est ainsi dans ses pages, en 1987, qu'est pour la première fois « décrypté » le phénomène de l'underclass, avant que ce dernier devienne une sorte de mot-clef de la question sociale britannique. Le magazine deviendra, à partir du milieu des années 1990, un point de convergence des différents réseaux d'interconnaissance structurant l'espace de théorisation de la Troisième Voie, en ouvrant notamment ses pages à nombre des hérauts de ce dépassement de la « vieille social-démocratie » et du néolibéralisme.

•

Le statut d'observateur savant de l'espace politique qu'il s'arroge à ces différentes occasions est également conforté par de nombreuses tribunes dans le *Guardian* et l'*Observer*. Le sociologue de Cambridge y entreprend, sur fond d'analyse des changements sociaux contemporains, de disséquer la fin de règne du Parti conservateur. Enfin, Anthony Giddens est l'invité, en 1999, de l'émission de radio de la BBC, *The Reith Lectures*³³. En dépit d'un contexte particulier³⁴, ce choix de l'institution radiophonique britannique confirme néanmoins la qualité de *public intellectual* du sociologue. Ce statut est à la même époque souligné par certains articles de presse où l'image austère de l'universitaire s'efface derrière l'évocation du goût de Giddens pour les voitures de sport et le football.

•

Les cinq émissions retransmises par la BBC rendent également plus évidente la compétence que Giddens se forge progressivement dans les médias. Par le biais d'une synthèse de la recherche en sciences sociales la plus aisément transposable dans le débat public³⁵, l'universitaire livre en effet une analyse de ces traits saillants des sociétés contemporaines que seraient la globalisation, le risque et l'émergence d'un nouveau type d'individualisme.

2. 2. La nomination à la direction de la LSE : production d'une « attente de rôle »

Il serait certainement hasardeux de n'expliquer la position d'Anthony Giddens au sein du champ politique que par son statut de directeur de la *London School of Economics*. *Beyond Left and Right*, ouvrage cité comme référence par les blairistes, est en effet publié en 1994, soit près de trois ans avant la nomination de son auteur à la tête de l'établissement londonien. Il est cependant indéniable que la LSE - dont Giddens entend renforcer le rôle de pont entre Westminster, la *City* et les intellectuels³⁶ - se situe aux confluents des différents espaces du champ du pouvoir.

La London School of Economics et ses directeurs

La lecture des notices relatives aux plus récents directeurs de l'École dans l'édition anglaise du *Who's who* renseigne sur les propriétés particulières que semble requérir cette position institutionnelle. Le sociologue Ralf Dahrendorf, qui siège à la Chambre des Lords, fut député allemand du FDP et commissaire européen avant de diriger l'École de 1974 à 1984. L'économiste Indraprasad Patel, directeur de 1984 à 1989, avait jusqu'alors, parallèlement à sa carrière universitaire, occupé des postes à responsabilités au sein du Fonds Monétaire International (FMI) et du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), puis dirigé la Reserve Bank of India. De même, à l'automne 2002, ce sont les noms de Kenneth Clarke, Chancelier de l'Echiquier sous John Major, et de Robert Reich, secrétaire au Travail dans la première administration Clinton, qui reviennent le plus souvent dans la presse dès lors qu'est évoquée la succession d'Anthony Giddens. C'est finalement Howard Davies, conseiller au Foreign Office et au Trésor dans les années 1980 et vice-gouverneur de la Banque d'Angleterre de 1995 à 1997, qui est choisi en décembre 2002 par le comité de sélection de la LSE. Le poste de directeur de la London School of Economics a donc pour caractéristique, non pas de marginaliser son détenteur au sein de l'espace universitaire - le directeur est en effet élu par un comité composé pour moitié d'universitaires consacrés -, mais de tolérer qu'il s'inscrive au plus près des frontières que cet espace partage avec les sphères économique, administrative et politique. Il est dès lors cohérent que, selon le *Sunday Times*, Anthony Giddens figure en 1998 parmi les trente personnalités les plus « influentes et puissantes » de Grande-Bretagne.

•

La page d'accueil du site internet de la LSE présente cette institution comme « une gardienne des sciences sociales » dont la vocation est « de mener les débats au sein des nouveaux domaines intellectuels de la société post-moderne »³⁷. Si l'École s'affirme avant tout comme l'un des plus prestigieux établissements d'enseignement supérieur³⁸, l'analyse, même rapide, de son histoire révèle son ancrage dans le débat politique britannique du XX^e siècle³⁹. Fondée à la fin du siècle précédent par Béatrice et Sidney Webb⁴⁰, la *London School of Economics* est initialement conçue pour contribuer activement à « l'amélioration du monde ». Elle accueille, lors des premières années de son existence, un certain nombre d'universitaires engagés contre la politique des gouvernements conservateurs, et notamment ces « nouveaux libéraux » dont Leonard Hobhouse, titulaire de la première chaire de Sociologie de Grande-Bretagne, est la figure de proue. Les années qui suivent marquent le début de ce qui est d'ordinaire considéré comme le premier « âge d'or » de la LSE. Elle est en effet le théâtre des balbutiements théoriques devant aboutir à l'édification du *Welfare State*. L'économiste William Beveridge, qui participe à l'institution de l'assurance-chômage en 1911 et à l'établissement de la sécurité sociale en 1942, dirige l'École de 1919 à 1937. Le travailliste Clement Attlee, Premier ministre de 1945 à 1951, période consacrant la mise en place des institutions de l'État social, y enseigne de 1912 à 1915 et de 1919 à 1923. L'institution

s'engage, à partir de 1970, dans une nouvelle période de rayonnement intellectuel et de grande influence politique. Elle compte alors parmi ses enseignants de nombreux universitaires qui, à l'instar d'Alan Walters, contribuent à poser les jalons théoriques de la « contre-révolution » néolibérale emmenée par Margaret Thatcher⁴¹. Pour autant, lorsque Anthony Giddens accède à la tête de cette institution, en janvier 1997, celle-ci fait face, depuis plusieurs années, à une situation financière et intellectuelle délicate. Le sociologue, persuadé que l'École conserve un « rôle pivot » dans le développement des sciences sociales et dans le traitement des problèmes politiques et sociaux⁴², entend l'engager dans un « troisième âge d'or » en l'impliquant dans la conceptualisation de la Troisième Voie⁴³. L'inscription qui s'ensuit dans l'espace de théorisation du projet néo-travailliste prend différentes formes, et conduit l'établissement à apparaître, aux yeux de certains observateurs du champ politique, comme la « maison intellectuelle du *New Labour* ». Cette représentation est, par ailleurs, entretenue au sein même de la LSE⁴⁴, et se trouve renforcée, à partir de 1998, par la forte présence des « modernisateurs » ou de leurs alliés dans son conseil d'administration⁴⁵.

•

Souhaitant s'inscrire dans la continuité de l'histoire de la LSE, Anthony Giddens entreprend également, dès son élection, de constituer un pôle d'universitaires internationalement reconnus, et habitués à intervenir dans le champ politique. Outre la présence au sein de l'École de John Hills, Julian Le Grand ou encore Stephen Layard, dont les liens avec les « modernisateurs » sont notoires⁴⁶, on peut rappeler la création en 1997 d'une chaire de « pensée européenne » pour John Gray, ancien professeur de philosophie à Oxford longtemps proche des conservateurs avant de rejoindre les néo-travaillistes. Le sociologue munichois Ulrich Beck, concepteur de la « société du risque » et conseiller des *grünen*, ou les universitaires états-uniens Kenneth Sepsle, Oliver Hart et Richard Sennett, réputés proches des *New Democrats*, rejoignent également la LSE à la demande de Giddens, souvent en tant que *visiting professor*⁴⁷. À ces individualités, s'ajoute également le rôle tenu par certains centres de recherche de l'École. Les travaux du *Centre for Study of Global Governance*⁴⁸ (CSGG), du *Centre for Economic Performance* (CEP) ou du *Centre for Analysis of Social Exclusion* (CASE) alimentent ainsi, de manière plus ou moins directe, les discours de certains membres du gouvernement. Ces liens sont peut-être plus tangibles dans le cas du CASE. Fondé quelques mois après la première victoire électorale des travaillistes⁴⁹ et co-dirigé par Julian Le Grand et John Hills, ce centre de recherche participe en effet de manière très active à définir ce qui domine rapidement l'agenda néo-travailliste en matière de politique sociale : l'exclusion sociale.

3. Dans la « nébuleuse modernisatrice »

Une étude rendue publique en février 2000 par le *Centre for Policy Studies*, *think tank* proche des milieux conservateurs, affirmait alors l'émergence, au sein de la société britannique, d'une « nouvelle classe » toute acquise au « blairisme »⁵⁰. Regroupant des artistes, des sportifs, des intellectuels, des avocats, ou encore des financiers influents de la *City*, cette « élite » néo-travailliste marquerait, par sa formation et sa mise en évidence, la victoire de la « *cool Britannia* » sur l'ancien *establishment*. L'article du *Guardian* reprenant les résultats de cette étude plaçait Anthony Giddens parmi les « figures clefs » de cette « nouvelle classe », confirmant par-là même la forte visibilité du sociologue au cœur de l'univers politique.

3. 1. Anthony Giddens et les gardiens du « blairisme »

Si dès 1995 Anthony Giddens livre dans les pages du *New Statesman* un portrait de celui qui vient de prendre la tête du Parti travailliste⁵¹, la rencontre entre les deux hommes est pourtant postérieure à l'arrivée de Tony Blair au *10 Downing Street*. Elle a en effet lieu en novembre 1997, lors d'une session de réflexion à laquelle est également conviée Hillary Clinton. Jusqu'à cette date, les liens entre les « blairistes » et Anthony Giddens ne sont que rarement évoqués par la presse ou les autres acteurs de la vie politique britannique. Dans un document publié en 1996 par le *think tank* conservateur *Centre for policy studies*, David Willets ne juge ainsi pas nécessaire de faire figurer l'auteur de *Beyond Left and Right* parmi les principales influences du *New Labour*⁵². Le *Guardian* omet également de le faire apparaître dans sa série de reportages consacrée, en février 1996, au '*Blair's new establishment*', ce « réseau de la rose rouge » regroupant les « gens utiles » (*useful people*) à la victoire annoncée des travaillistes⁵³. Le journaliste John Rentoul fait de même dans la riche biographie qu'il consacre à Tony Blair un an auparavant⁵⁴. Pourtant, auditionné par la Commission sur la Justice sociale au début des années 1990⁵⁵, le sociologue est dès cette époque en relation avec certains porteurs de flamme de la « modernisation » travailliste. Il participe, entre autres, en novembre 1992, au colloque *Reinventing the Left*, organisé par David Miliband, proche conseiller de Blair à partir de 1994, sous les auspices du *think tank* « pro-travailliste » *Institute for Public Policy Research*. La communication d'Anthony Giddens ouvre par ailleurs les actes de ce colloque - publiés par Polity Press⁵⁶ - et est, dans l'introduction que signe David Miliband, présentée comme fournissant « les fondations du travail analytique poursuivi à travers ce livre »⁵⁷.

•

La place relativement faible qu'une majorité de journalistes politiques accorde, dans un premier temps, à Giddens dans les cénacles « modernisateurs » peut néanmoins se justifier. Si son influence est parfois évoquée par les rédactions du *Times* ou du *Guardian*, le sociologue anglais apparaît, jusqu'en 1997, en retrait par rapport à d'autres intellectuels qui, tels les professeurs David Marquand et John Gray ou le journaliste Will Hutton, bénéficient de tribunes régulières - voire hebdomadaires pour les deux derniers - dans les quotidiens et magazines britanniques. Cette présence dans le champ médiatique offre à ces individus la possibilité d'affirmer la spécificité de leurs apports respectifs au projet « blairiste » : les réformes institutionnelles pour David Marquand, la *stakeholding society* pour Will Hutton et John Kay, l'analyse de l'« échec » du thatchérisme pour Gray, etc. Elle permet surtout aux journalistes de prétendre mesurer les influences de ces « intellectuels » sur le discours du *leader* néo-travailliste. Ces entrepreneurs d'idées n'hésitent pas, par ailleurs, à accepter le rôle influent qui leur est par-là même attribué. En juillet 1996, Will Hutton et John Gray posent ainsi côte à côte pour les besoins d'une photographie devant illustrer un article du *Guardian* consacré aux « penseurs du *Labour* »⁵⁸.

•

L'équilibre s'inverse en 1997, à mesure que certains intellectuels, bien qu'intéressés par l'entreprise de « refondation » de la gauche, se montrent de plus en plus critiques envers un Tony Blair dont ils craignent qu'il ne soit finalement pas aussi « radical » que Margaret Thatcher. Porteur d'une spécialisation plus générale, Anthony Giddens, dont le soutien au chef de l'opposition se fait de plus en plus explicite⁵⁹, s'affirme dès lors progressivement au sein du débat politique comme le principal théoricien du « blairisme ». La rédaction du *New*

Statesman, s'interrogeant sur les sources de ce « nouveau centre gauche », place *Beyond Left and Right* en couverture de son numéro du 7 février 1997 (aux cotés de *The Spirit of community* du sociologue communautarien Amitai Etzioni et de *Principle of duty* du philosophe David Selbourne). Plus encore, Ian Hargreaves, rédacteur en chef de cet hebdomadaire et membre du conseil d'administration du *think tank Demos*, n'hésite pas à faire de l'ouvrage de Giddens « le texte du blairisme »⁶⁰. Les mois qui suivent ne font que confirmer cette perception. On assiste en effet à un usage généralisé, dans la presse britannique, des termes de « gourou » ou d'« intellectuel préféré de Tony Blair » dès lors qu'il s'agit de présenter Anthony Giddens. Ce mouvement se retrouve également dans la presse internationale, le *New Yorker*, entre autres, consacrant huit pages à cet « autre Tony » du débat politique britannique dans l'un de ses numéros de l'automne 1998⁶¹. Cette reconnaissance semble signifier qu'Anthony Giddens *existe* dans l'espace politique. Plus précisément, ses écrits y produisent, ou se voient attribuer, des effets ; notamment lorsque des journalistes politiques relisent certaines réformes menées par le gouvernement néo-travailliste à la lumière des concepts « giddensien » de « *positive welfare State* » ou de « *social investment State* ».

3. 2. Anthony Giddens, conseiller du Prince ?

Si elle a pu sembler évidente à l'ensemble de la presse britannique à partir de 1997, il n'est pourtant pas aisé de définir avec précision la relation entretenue par Anthony Giddens et Tony Blair. Le rôle de l'universitaire auprès du jeune chef de parti se résume-t-il à celui de « conseiller du Prince » ? Interrogé à ce sujet en juin 1998, Anthony Giddens se déclarait alors assez satisfait d'être considéré comme « le sociologue de Tony Blair », statut lui permettant de « jouer un rôle dans la restructuration de la politique à la fin du XX^e siècle ». Il affirmait pourtant ne pas vouloir se situer « au niveau de la politique politicienne »⁶², et, par là même, ne pas trop « personnaliser [ses] liens avec [le Premier ministre britannique], ni trop lier [son] sort au sien »⁶³. Dans les mois qui suivent le retour au pouvoir des travaillistes, le sociologue intègre néanmoins un groupe d'experts et d'intellectuels se réunissant régulièrement au 10 *Downing Street* afin d'alimenter la réflexion du Premier ministre. Il est également du voyage qui, en 1998, conduit les partisans britanniques de la Troisième Voie à rencontrer leurs homologues états-uniens, des salons de la Maison Blanche aux salles de conférences new-yorkaises⁶⁴. Anthony Giddens signe, la même année, un article dans l'une des publications de *Demos*⁶⁵, *think tank* « indépendant » mais dont les figures de proue sont notoirement proches de Tony Blair. Il y expose sa conception de la « nécessaire refondation » de l'État-providence et laisse, à cette occasion, transparaître le style ouvertement moins scientifique adopté, quelques mois plus tard, pour la rédaction de *The Third Way*, essai dont la couverture vert électrique contraste avec la sobriété des précédents ouvrages de l'universitaire.

•

L'analyse de cette « contribution au débat [...] sur la politique social-démocrate »⁶⁶ que serait *The Third Way* peut par ailleurs être menée à profit. Les caractéristiques de ce petit livre, qui s'apparente en certains points à une sorte de guide du bon gouvernement conscient des maux contemporains⁶⁷, renseignent en effet sur les conditions d'insertion de son auteur dans l'entourage du Premier ministre. Parce que son propos se donne à voir comme « réaliste » et « pragmatique », qualités indispensables à toute réflexion intellectuelle « politiquement utile »⁶⁸ selon le *thirdwayer* Geoff Mulgan, Anthony Giddens se tient à distance de la figure de l'intellectuel réprouvée par les « blairistes » : celui qui, toujours selon

Mulgan, « ne serait pas impliqué dans la société [et ne verrait] le monde qu'à travers des livres, et à travers des livres sur des livres »⁶⁹. C'est en partie à la lumière de cette définition du « politiquement utile » que peut être lu l'apport du sociologue à la construction du projet politique néo-travailliste. Si son savoir peut constituer une ressource importante, il en va en effet tout autant de son savoir-faire, cette capacité à formaliser et à fondre dans un même *corpus* sa réflexion et certains thèmes issus des sciences sociales (la « société du risque », le « nouvel internationalisme », le « libéralisme civique », etc.). C'est ce que révèle notamment son travail de théorisation de la globalisation. Présentée par Tony Blair comme la « force motrice derrière les idées associées à la Troisième Voie »⁷⁰, la globalisation est certainement la pièce centrale du récit sur lequel se construit le projet néo-travailliste. Elle est ce qui doit lui conférer une cohérence d'ensemble. Sa codification doit par conséquent engendrer un argument d'autorité, directement opposable aux principales critiques essuyées par ce même projet. Aux termes d'un réel exercice d'« expertise instituante »⁷¹, Anthony Giddens dessine ainsi les contours d'un phénomène « complexe », ne pouvant être réduit à la seule accélération du processus d'intégration économique mondial. Le sociologue réussit à incorporer dans cette définition des concepts dans *l'air du temps intellectuel* - le « risque », la « connexité », l'émergence d'une « société civile internationale ». Il fait ainsi de la globalisation un objet à la plasticité affirmée, mobilisable pour justifier tant la « refondation » des États sociaux au nom de la « gestion active des risques » que l'ingérence militaire internationale sous la bannière des valeurs de la « communauté cosmopolitique ». Consolidée par l'emploi qu'en font les principaux éléments de l'espace de théorisation de la Troisième Voie, cette définition de la globalisation est par ailleurs « testée » dans l'espace public par son auteur lors de ses diverses interventions dans les médias. C'est notamment le cas lors de la conversation que le sociologue mène avec son « ami » le financier George Soros pour les besoins du *New Statesman* en 1998. On ajoutera enfin que cet acte de codification d'une notion indispensable à la légitimation de la Troisième Voie confère une autorité évidente au sociologue au sein de l'espace de théorisation.

3. 3. Vers une nécessaire émancipation ?

S'il voit en Tony Blair un « *leader* politique intéressant »⁷², Anthony Giddens affirme à de nombreuses reprises considérer sa réflexion politique dans une perspective plus large que le seul cadre britannique. La localisation en Grande-Bretagne de la phase de conceptualisation de la Troisième Voie ne résultant, selon lui, que d'une discussion politique rendue plus libre par l'expérience du *thatchérisme*, il estime sa théorie transposable à d'autres sociétés. Les louanges de Fernando Cardoso, Président du Brésil, et de Romano Prodi, Président de la Commission européenne, figurant en quatrième de couverture de *The Third Way and its Critics* (2000), témoignent de cette volonté d'émancipation⁷³. La posture adoptée par Anthony Giddens dans ce petit livre est également significative. Le sociologue entreprend en effet de répondre, non pas aux critiques formulées à son égard ou à l'encontre de Tony Blair, mais à celles adressées aux « sociaux-démocrates modernisateurs », aux « sociaux-démocrates de la Troisième Voie ». Cet exercice de théorisation s'inscrit en outre dans un double registre : une intégration assumée – sinon revendiquée – dans la sphère politique, d'une part, et la volonté de rappeler au fil des pages son statut d'universitaire de premier plan par le biais d'une confrontation intellectuelle avec des confrères dotés d'un prestige académique et scientifique international⁷⁴.

•

The Third Way and its Critics révèle donc le désir de Giddens d'apparaître comme le théoricien des partisans de la Troisième Voie ('*thirdwayers*'). Ces derniers comprennent alors aussi bien les travaillistes britanniques que les partisans du Hollandais Wim Kok, ou les *New Democrats* de Bill Clinton et Al Gore. Le *New Labour* ne serait par conséquent qu'un pionnier, s'inspirant d'arguments « plus ou moins applicables au monde entier »⁷⁵. C'est ainsi en qualité d'ambassadeur de la Troisième Voie qu'Anthony Giddens est convié, en mars 1999, à présenter l'édition germanique de *The Third Way* dans les locaux de la représentation fédérale de la Basse-Saxe, *land* du Chancelier Schröder. Il est également reçu, en juin 2000, par Ricardo Lagos, président du Chili, afin de s'entretenir des options offertes par ce « nouveau progressisme ». Enfin, lors du « Sommet des modernisateurs » qui se tient à Florence en novembre 1999, le quotidien italien *La Repubblica* lui accorde, au même titre qu'à Lionel Jospin et Bill Clinton, une page pour exposer sa vision d'une « gauche moderne ».

•

À cette volonté d'internationaliser le débat⁷⁶ s'ajoutent également quelques commentaires tendant à démarquer Giddens de certaines orientations des gouvernements travaillistes britanniques. Il n'hésite pas, par exemple, à exprimer publiquement des réserves quant à ce qu'il qualifie de « fondamentalisme moral » des travaillistes dans leur lutte contre les « comportements anti-sociaux ». Par ailleurs, plusieurs supports médiatiques, qu'ils soient proches des conservateurs ou des travaillistes, ne manquent pas de souligner ses divergences avec le gouvernement, notamment sur des thématiques « sociétales », Anthony Giddens adoptant, d'une manière générale, des postures plus politiquement libérales que celles des « blairistes ». Ce décalage ne doit pas être trop rapidement interprété comme une prise de distance radicale vis-à-vis des néo-travaillistes. En février 2000, le directeur de la LSE prend ainsi fait et cause, dans les pages du *Guardian*, pour les orientations budgétaires arrêtées par le Chancelier de l'Échiquier Gordon Brown⁷⁷. De même, il accorde, à plusieurs reprises au printemps 2001, un *satisfecit* au bilan du premier mandat Blair et, tout en fixant un plan de route au Premier ministre nouvellement reconduit, rappelle qu'il demeure un « partisan du gouvernement »⁷⁸. Cette fidélité est d'ailleurs « rétribuée », au début des années 2000, par un anoblissement conduisant le nouveau Baron Giddens of Southgate in the London Borough of Enfield sur les bancs travaillistes de la Chambre des Lords. Il serait donc plus juste de voir dans cette recherche d'équilibre un moyen pour Anthony Giddens de rappeler que son insertion dans le débat public précède l'accession de Tony Blair à la tête du *Labour*. Certes, le nom d'Anthony Giddens demeure attaché à la Troisième Voie pour nombre d'observateurs du champ politique. Mais le sociologue a su, au fil de ses diverses interventions dans l'espace public, s'ériger en expert de l'« ère globale » et de ses enjeux. En témoigne l'invitation par la rédaction du *Guardian* à s'exprimer sur l'état du monde un mois après les événements du 11 septembre 2001⁷⁹. C'est dès lors plus dans son rôle de « penseur du global »⁸⁰ que de « gourou de Tony Blair », que Giddens est appelé à intervenir, tant au sein de l'espace de théorisation que sur des sujets où n'est requis que son statut de « star universitaire »⁸¹.

•

Les différents processus de médiatisation dans lesquels Giddens engage sa réflexion ne sont cependant pas sans coût en termes de légitimité scientifique. Les tribunes du sociologue dans la presse quotidienne et hebdomadaire de « centre gauche » avaient, dès le début des années 1990, suscité quelques critiques au sein de l'espace académique. La publication en 2007 de *Over to you, Mr Brown* (2007) vient en outre grossir la liste d'une dizaine d'essais

politiques ou de vulgarisation scientifique entamée en 1994 avec *Beyond Left and Right*. David Miller, chercheur au *Stirling Media Research Institute*, croit dès lors pertinent de présenter Anthony Giddens comme le « champion par excellence [de ces] grands théoriciens », adeptes des « théories exotiques », et dont le manque d'intérêt pour la recherche empirique fait qu'ils représentent « si peu une menace qu'il[s] [sont] le[s] bienvenu[s] à *Downing Street* »⁸². Ces critiques ne semblent cependant pas atteindre le directeur de la LSE qui estime que « la réflexion politique a besoin de bons apports intellectuels ». À l'instar de Marx, qui « analysait ce qui arrivait au XIX^e siècle et produisait une réponse politique », les intellectuels contemporains doivent, selon lui, s'impliquer plus fortement dans le débat, les idées étant peu susceptibles de jaillir des « masses »⁸³. Il n'est dès lors pas surprenant que Giddens présente le texte de Max Weber, « *Politics as a vocation* », comme sa principale source d'inspiration. L'œuvre et la vie du sociologue allemand constituent, aux yeux de l'Anglais, l'équilibre idéal entre « activisme politique » et « excellence universitaire »⁸⁴.

Conclusion

L'inscription d'Anthony Giddens dans l'espace de théorisation répond donc à une évolution régulière ayant vu le sociologue anglais affirmer l'utilité de son savoir dans les sphères médiatique et politique. Cette conversion de ressources scientifiques s'est d'autant mieux réalisée qu'elle s'est opérée sur le fondement d'une spécialisation pour le moins vaste : l'analyse des évolutions sociales, politiques et culturelles des sociétés engagées dans la globalisation. C'est cette caractéristique qui, selon son confrère de la LSE Julian Le Grand⁸⁵, permettrait à Anthony Giddens d'exister au sein du marché des idées, face à une « pensée *tank* » focalisée sur des points plus techniques et précis. Elle semble, plus encore, le rapprocher de la figure de l'« intellectuel de gouvernement », ce personnage inséré dans les réseaux de pouvoir politiques, médiatiques, et universitaires, et capable de rassembler ses savoirs pour « dire aux gouvernants ce qu'ils devraient faire et aux citoyens ce qu'ils doivent penser »⁸⁶. Cette « connaissance du global » que le sociologue manie au sein de cet espace fait évidemment écho à la prétention d'une nébuleuse « modernisatrice » d'adapter le paradigme social-démocrate aux « bouleversements » contemporains.

Dans un tout autre registre, il semble par ailleurs que la multipositionnalité dont fait montre le sociologue saisit, plus généralement, l'interpénétration des champs politique, médiatique, académique et intellectuel induite par cette expérience de réflexion que concrétise l'émergence de l'espace de théorisation de la Troisième Voie.

Notes

¹ Concernant la définition de cet « espace de théorisation de la Troisième Voie », nous nous permettons de renvoyer à Jérôme Tournadre-Plancq, *Au-delà de la gauche et de la droite, une troisième voie britannique ?*, Paris, Dalloz, 2006, pp. 21-72.

² Pierre Bourdieu, *Homo Academicus*, Paris, Éditions de Minuit, coll. « Le sens commun », 1984.

³ Suivant en cela Philippe Riutort, on préférera la notion d'« intellectuel de médias » à celle, plus porteuse d'un jugement de valeur, d'« intellectuels médiatiques ». Voir Philippe Riutort, « Genèse et évolution d'une catégorie floue », in David Buxton et Francis James, *Les Intellectuels de médias en France*, Paris, INA-L'Harmattan, coll. « Les médias en actes », 2005, pp. 27-36.

- 4 Anthony Giddens & Christopher Pierson, *Conversations with Anthony Giddens. Making Sense of modernity*, Cambridge, Polity Press, 1998, 234 p.
- 5 Anthony Giddens & Christopher Pierson, *Conversations with...*, *op. cit.*, p. 28.
- 6 Rita Caccamo, 'The Transition to late modern Society: A Conversation with Anthony Giddens', *International Sociology*, March 1998, vol. 13, n° 1, p. 118.
- 7 Anthony Giddens & Christopher Pierson, *Conversations with...*, *op. cit.*, p. 32.
- 8 Rita Caccamo, 'The Transition to...', *op. cit.*, p. 122.
- 9 Dennis Smith, 'Anthony Giddens and the liberal tradition', *British Journal of Sociology*, December 1998, vol. 49, n° 4, p. 669.
- 10 Stewart Clegg, 'How to Become an internationally famous British social Theorist', *Sociological Review*, 1992, vol. 40, p. 578.
- 11 Stewart Clegg, 'How to become...', *op. cit.*, p. 582.
- 12 Ian Craib, *Anthony Giddens*, Londres, Routledge, 1992, p. 5.
- 13 Ian Craib, *Anthony Giddens*, *op. cit.*, p. 183.
- 14 Ian Craib, *Anthony Giddens*, *op. cit.*, p. 4.
- 15 Stjepan Mestrovic, *Anthony Giddens, the last Modernist*, Londres, Routledge, 1998, p. 176.
- 16 Voir notamment l'introduction générale de l'ouvrage de Christopher Bryant & David Jary, *Anthony Giddens. Critical Assessments, volume I*, Londres, Routledge, 1997, pp. 18-25.
- 17 Ce chiffre a même doublé entre 1995 et 1999, période au cours de laquelle Anthony Giddens s'affirme dans l'espace de théorisation de la Troisième Voie.
- 18 Stewart Clegg, 'How to become...', *op. cit.*, p. 597.
- 19 David Jary & Julia Jary, "The transformations of Anthony Giddens", *Theory, Culture and Society*, 1995, vol. 12, n° 2, p. 141.
- 20 La fin des années 1990 a ainsi donné lieu à la publication par des universitaires américains d'ouvrages consacrés aux travaux de Giddens. Nous citerons, entre autres, l'essai très critique de Stjepan Mestrovic, professeur de Sociologie à l'Université A&M du Texas. (Stjepan G. Mestrovic, *op. cit.*).
- 21 Anthony Giddens & Christopher Pierson, *Conversations with...*, *op. cit.*
- 22 Yves Dezalay & Bryant Garth, « Le "Washington consensus". Contribution à une sociologie de l'hégémonie du néolibéralisme », *Actes de la Recherche en Sciences sociales*, mars 1998, n° 121-122, p. 5.
- 23 Anthony Giddens & Christopher Pierson, *Conversations with...*, *op. cit.*, p. 45.
- 24 Anthony Giddens & Christopher Pierson, *Conversations with...*, *op. cit.*, p. 46.
- 25 L'historien des idées John Dunn rapporte ainsi le plaisir certain éprouvé par son confrère à avoir été confondu avec un portier lors d'un cocktail organisé à Cambridge.
- 26 Outre les ouvrages de différents universitaires engagés dans l'espace de théorisation, on peut également évoquer la publication de l'essai politique de Bobo Hombach, ancien conseiller du Chancelier Schröder et co-rédacteur du *Manifeste Blair/Schröder* en 1999 : Bobo Hombach, *A New Awakening. The Politics of the New Centre in Germany*, Cambridge, Polity Press, 2000.
- 27 Voir notamment Alex Callinicos, *Against the Third Way. An anti-capitalist Critic*, Cambridge, Polity Press, 2001, 152 p.
- 28 Anthony Giddens, *The Consequences of Modernity*, Cambridge, Polity Press, 1990 ; traduit de l'Anglais par Olivier Meyer, *Les conséquences de la modernité*, Paris, L'Harmattan, coll. « Théories sociales contemporaines », 1994, p. 49.
- 29 Rita Caccamo, 'The Transition to...', *op. cit.*, p. 131.
- 30 David Jary & Christopher Bryant, 'General introduction', in David JARY & Christopher BRYANT, *Anthony Giddens...*, *op. cit.*, p. 21.

[31](#) Anthony Giddens, 'Dare to Dare, Conserve and Repair', *The New Statesman & Society*, 29 October 1993, pp. 18-20.

[32](#) Anthony Giddens, 'What's left for labour?', *op. cit.*, p. 38.

[33](#) La BBC convie chaque année un scientifique reconnu à tenir une série de conférences sur un thème relevant de sa spécialité.

[34](#) Lorsque Giddens participe à cette série d'émissions, il est déjà l'auteur, depuis l'automne 1998, de *The Third Way*, essai ayant connu un succès rapide du fait de son inscription dans le débat politico-médiatique.

[35](#) Anthony Giddens reconnaît ainsi certains emprunts théoriques à Ulrich Beck (la « société du risque »), Michael Kaus (le « libéralisme civique » et la reconquête de l'espace public qu'il induit) ou encore Ronald Ingelhardt (l'émergence de valeurs post-matérialistes en Occident).

[36](#) Anthony Giddens, cité in Robert S. Boynton, 'The two Tonys', *The New Yorker*, 6 October 1997, p. 69.

[37](#) <http://www.lse.ac.uk>

[38](#) Le *Higher Education Funding Council* la classe en effet régulièrement entre Cambridge et Oxford dans son classement des universités britanniques.

[39](#) Voir notamment : Ralf Dahrendorf, *LSE. A History of the London School of Economics and political Science*, Oxford, Oxford University Press, 1995, 584 p.

[40](#) Béatrice Webb participa à l'enquête dirigée par Charles Booth sur les conditions de vie et le travail à Londres. Elle intégra, entre 1905 et 1909, la Commission royale sur les lois concernant les pauvres. Sidney Webb, haut fonctionnaire, fut conseiller régional de Londres entre 1892 et 1910, puis député travailliste entre 1922 et 1929. Tous deux furent fortement impliqués dans la création, puis l'animation de la *Fabian Society*.

[41](#) Par ailleurs, l'économiste « néolibéral » Friedrich von Hayek enseigne à la LSE des années 1920 aux années 1950.

[42](#) Anthony Giddens, 'The Relevance of the social Sciences', *LSE Magazine*, 13 December 1999.

[43](#) Anthony Giddens (entretien), « La modernité », *Sciences humaines*, n° 84, juin 1998, p. 41.

[44](#) Le site internet de l'École contient notamment une page où figurent les noms - près d'une cinquantaine - de chercheurs et d'enseignants conseillant le gouvernement ou l'administration.

http://www.lse.ac.uk/collections/pressAndInformationOffice/researchTeachingExcellence/Experts_Advise.ht

[45](#) Cherie Booth-Blair, épouse du Premier ministre, le journaliste Will Hutton, les parlementaires Frank Judd, Margaret Hodge, Tessa Blackstone, ou encore Lord Bragg, bailleur de fonds du Parti travailliste, figurent ainsi au nombre des « gouverneurs » de l'École à la fin des années 1990.

[46](#) John Hills, chercheur en sciences sociales, co-dirigera par la suite le *Centre for Analysis of Social Exclusion* (CASE) dont les études seront souvent réutilisées par les gouvernements néo-travaillistes. Il conseillera également à de nombreuses reprises le Trésor. Julian Le Grand, professeur de politique sociale, est également à la tête du CASE. Très actif au sein de l'espace de théorisation, il devient également après mai 1997, conseiller de Tony Blair sur les questions de santé. Enfin, Richard Layard, professeur d'économie, est, après la victoire du *New Labour*, l'un des principaux architectes du *welfare-to-work*, programme de « retour à l'emploi » mis en place en 1998.

[47](#) Bien qu'elle s'inscrive dans un registre particulier, on ne saurait omettre de signaler l'offre de chaire faite par Anthony Giddens, en décembre 2001, à son « ami » Bill Clinton, héraut originel de la Troisième Voie.

[48](#) En janvier 2002, le CSGG, auquel appartiennent des individus intervenant dans l'espace de théorisation (David Held, Mary Kaldor, etc.), organise avec *Demos* une conférence sur la « morale dans la politique globale ». Sont notamment présents, Tom Bentley, directeur de *Demos* et ancien conseiller du néo-travailliste David Blunkett, John Gray, ou encore, le diplomate Robert Cooper, conseiller de Tony Blair en matière de politique étrangère.

[49](#) Le lancement du CASE se fait par ailleurs en présence d'Harriet Harmann, ministre de la Sécurité sociale dans le premier gouvernement néo-travailliste.

[50](#) Lucy Ward, 'New Breed of Labour Elite Riles Think Tank', *The Guardian*, 25 February 2000.

[51](#) Dans cet article, Anthony Giddens refuse de juger des qualités de *leader* de Tony Blair. Ce dernier dirige alors le parti depuis moins de six mois. Le sociologue se contente d'évaluer les perspectives s'offrant au chef de l'opposition. Il se félicite néanmoins de la « bravoure » dont a fait preuve Blair face à la gauche du parti travailliste. (Anthony Giddens, 'What's he up to?', *The New Statesman & Society*, 24 February 1995, pp. 21-23).

[52](#) Dans cet ouvrage particulièrement critique, Willets recense « huit théoriciens » majeurs de Tony Blair et de ses partisans : les journalistes Will Hutton, Andrew Marr et Simon Jenkins, les universitaires David Marquand, John Gray et John Kay, et les travaillistes Peter Mandelson et Frank Field. (David WILLETS, *Blair's Gurus*, London, Centre for Policy Studies, 1996)

[53](#) *Guardian* 2, 5 February 1996, p. 2.

[54](#) John Rentoul, *Tony Blair*, London, Little, Brown & Co, 1995, 472 p.

[55](#) Cette commission est mise en place en 1992 par John Smith, prédécesseur de Tony Blair à la tête du *Labour*.

[56](#) On notera que c'est Polity Press, maison d'éditions co-fondée par Giddens, qui publie ces actes.

[57](#) David Miliband, 'Introduction', in David Miliband (ed.), *Reinventing the Left*, Cambridge, Polity Press, 1994, p. 5.

[58](#) Michael White, 'Tory challenges Blair's Gurus', *The Guardian*, 8 July 1996, p. 4

[59](#) Ainsi, quelques jours après s'être livré à une critique favorable du programme travailliste dans les colonnes du *New Statesman*, Giddens signe avec quatre autres universitaires, à la veille des élections générales, un appel à un changement de gouvernement ('Academics opt for change on May 1', *The Times*, 28 April 1997, p. 21).

[60](#) Ian Hargreaves, cité in Robert S. Boynton, 'The two Tonys', *op. cit.*, p. 66.

[61](#) Robert S. Boynton, 'The two Tonys', *op. cit.*

[62](#) Anthony Giddens (entretien), « Radical chic », Paris, *Les Inrockuptibles*, n° 101, semaine du 23 au 29 mars 1997, p. 18

[63](#) Anthony Giddens (entretien), « La modernité », *op. cit.* p. 41.

[64](#) Un séminaire censé poser les jalons d'une « Internationale centriste » est également organisé à cette occasion. Sont présents, outre Tony Blair et Bill Clinton, Romano Prodi, alors Président du Conseil italien, et Petar Stoyanov, Président de la République bulgare.

[65](#) Anthony Giddens, 'Equality and the social Investment State', in Ian HARGREAVES et Ian CHRISTIE (eds.), *Tomorrow's Politics. The Third Way and beyond*, London, Demos, 1998, pp. 25-39.

[66](#) Anthony Giddens, *The Third...*, *op. cit.* p. vii.

[67](#) Ce que semble reconnaître Anthony Giddens lors d'un entretien accordé à la revue *Construire*. Il présente ainsi son essai comme « une tentative pour donner un cadre à la politique de la "troisième voie" qui est en train d'émerger. Un cadre à la fois intellectuellement cohérent et aux implications politiques concrètes » (Anthony Giddens (entretien), « La troisième voie réinvente la démocratie pour le XXI^e siècle », *Construire*, n° 26, 29 septembre 1999.).

[68](#) Geoff Mulgan, « On a Whinge and a Prayer », *Marxism Today*, novembre-décembre 1998, pp. 15-16. Co-fondateur du *think tank* « post-moderne » *Demos* au début des années 1990, Geoff Mulgan intègre la *policy unit* du Premier ministre après la victoire de mai 1997.

[69](#) Geoff Mulgan, « On a Whinge... », *op. cit.*

[70](#) Tony Blair, cité in Stephen Driver et Luke Martell, « Left, Right and the Third Way », *Policy & Politics*, vol. 28, n° 2, 1999, pp. 147-161.

[71](#) Robert Castel, « L'expert mandaté et l'expert instituant », in CRESAL, *Situation d'expertise et socialisation des savoirs*, Actes de la table ronde des 14-15 mars 1985, Saint-Étienne, Éditions du CRESAL, 1985, p. 92.

[72](#) Anthony Giddens, 'The Third Way's charm', *Newsweek*, 28 September 1998.

[73](#) Romano Prodi se déclare reconnaissant à Giddens de fournir « les indices vitaux » d'une réflexion sur « la démocratie et le développement économique ». Quant à celui qui est alors Président du géant sud-américain, sociologue de formation, il se félicite du caractère « mondial » du débat sur la Troisième Voie, et estime que *The Third Way and its critics* marque un « développement majeur dans l'évolution de la gauche ». On rappellera que la quatrième de couverture de l'ouvrage précédent d'Anthony Giddens, *The Third Way*, reprenait les commentaires de Will Hutton et Ian Hargreaves, respectivement rédacteurs en chef de *The Observer* et *The Guardian*.

[74](#) Les travaux d'Amartya Sen et les critiques, entre autres, de Stephen Lukes et Ralf Dahrendorf jalonnent cet essai.

[75](#) Anthony Giddens & Christopher Pierson, *Conversations with...*, *op. cit.*, p. 186.

[76](#) Cette volonté est d'ailleurs palpable dans l'ouvrage qu'il dirige en 2001 : Anthony Giddens, *The Global Third Way Debate*, Cambridge, Polity Press, 2001, 431 p. Ce livre permet notamment à Giddens, au travers d'un recueil d'articles plus que de contributions, d'« enrôler » dans l'espace de théorisation de la Troisième Voie plusieurs intellectuels de stature internationale, dont Ronald Dworkin.

[77](#) Anthony Giddens, « A Third Way budget », *The Guardian*, 29 February 2000.

[78](#) Anthony Giddens (entretien), *Politique Internationale*, n° 92, été 2001, p. 149.

[79](#) « Has the world changed? », *The Guardian*, 11 October 2001.

[80](#) Le *think tank Policy-network* le présente, sur son site internet, comme le « défenseur de tout ce qui est global » (www.policy-network.org).

[81](#) Ce terme est utilisé par Yves Dezalay et Bryant Garth au sujet des intellectuels néo-libéraux des années 1980 (Yves Dezalay & Bryant Garth, *op.cit.*, p. 5).

[82](#) David Miller, cité in John Crace, « Unreal world », *The Guardian*, 27 March 2001.

[83](#) Anthony Giddens (with Guy Lodge), « The fabian interview », *Fabian Review*, Summer 2000.

[84](#) Anthony Giddens, cité in *The Guardian Higher*, 14 January 1997, p. ii.

[85](#) Julian Le Grand, cité in John Crace, « Unreal world », *op. cit.*

[86](#) Gérard Noiriel, *Les Fils maudits de la République. L'avenir des intellectuels en France*, Paris, Fayard, coll. « Histoire de la pensée », 2005, p. 183.

[Top of page](#)

References

Electronic reference

Jérôme Tournadre-Plancq, « Un « intellectuel consacré » dans l'espace politique : le cas d'Anthony Giddens », *Socio-logos* [Online], 3 | 2008, Online since 05 April 2008, connection on 17 July 2019. URL : <http://journals.openedition.org/socio-logos/1723>

About the author

Jérôme Tournadre-Plancq

Chargé d'enseignement, Université Paris II, jerometournadre@club-internet.fr

Copyright

